

COMPTE-RENDU

du Secrétariat

à Membres du "cercle de discussion" sur la Cour de justice

Objet : **Compte-rendu de la réunion du 3 mars 2003**

1. Dénomination de la Cour de justice et du Tribunal de première instance

- 1) Le cercle a continué ses discussions sur un possible changement des dénominations des instances judiciaires de l'Union. Il a dégagé un consensus pour maintenir dans le traité la désignation "Cour de justice", tout en retenant qu'il conviendra de dire au futur "Cour de justice de l'Union européenne" plutôt que "des Communautés européennes". En outre, une orientation favorable au sein du cercle s'est confirmée pour retenir le terme "tribunaux spécialisés" au lieu de "chambres juridictionnelles".
- 2) La recherche d'une dénomination plus adéquate pour le Tribunal de première instance s'est avérée plus difficile car il faudra distinguer clairement, dans toutes les langues, le Tribunal de la Cour et exprimer une hiérarchie entre les deux. Le Président a conclu en suggérant que la recherche devrait être poursuivie avec l'aide des juristes linguistes des institutions.

2. Examen de l'article 230, 4ème alinéa, du traité CE

- 3) Le Président a introduit le débat en faisant référence au document de travail n° 1 du cercle ainsi qu'au document de travail antérieur n° 21 du Groupe de travail II sur le même sujet.
- 4) Plusieurs membres du cercle ont exprimé leur soutien soit pour l'option "a" soit pour l'option "b" du document de travail n° 1. Cependant, d'autres membres ont fait valoir que chacune des deux

options risquerait d'ouvrir trop largement l'accès direct au Tribunal de première instance par les particuliers, et dès lors de modifier de manière substantielle le système décentralisé de protection juridictionnelle; certains membres ont toutefois souligné que la procédure de renvoi (article 234 TCE) n'assurerait pas une protection adéquate dans les cas où la validité des actes communautaires eux-mêmes était en cause.

- 5) Dans ce contexte, certains membres ont notamment argumenté que l'option "a" amènerait, par exemple, à donner un droit de recours à tous les agriculteurs qui seraient directement concernés par un règlement (ou, au futur, une loi) établissant une organisation commune de marché. Quant à l'option "b", certains membres ont fait valoir qu'elle pourrait avoir l'effet de limiter, dans certains cas, la recevabilité comparée à la situation actuelle.
- 6) Quant à l'option "c", elle a été qualifiée, par les partisans de l'option "a" ou "b", soit comme un "minimum" d'ouverture, soit comme couvrant uniquement une situation très particulière à savoir, celle où le requérant, actuellement, se voit obligé de violer un acte communautaire pour pouvoir accéder à un juge lorsqu'il conteste des sanctions. Certains des membres, qui se sont montrés sceptiques vis-à-vis de l'option "a" ou "b", ont cependant admis que le problème visé dans l'option "c" pourrait être réglé.
- 7) La proposition écrite, soutenue par plusieurs membres de la Convention, visant à instaurer un recours spécifique fondé sur une prétendue violation des droits fondamentaux, a rencontré l'opposition d'une série d'intervenants.
- 8) Enfin, une proposition d'alléger le texte actuel de l'article 230 § 4, remplaçant "actes" par "décision" et en supprimant la formule "bien que prises sous l'apparence d'un règlement ou d'une décision adressée à une autre personne" a été accueillie positivement par plusieurs membres.

3. Examen du point d) du mandat concernant les actes des agences et organes créés par l'Union

- 9) Le Président a évoqué la possibilité d'appliquer l'article 230 TCE pour contester les actes non seulement des institutions, mais aussi des organes et agences de l'Union. Il a souligné que, selon la pratique actuelle, les actes communautaires créant de telles agences contiennent, dans chaque

cas, des dispositions établissant la juridiction de la Cour sur de tels actes. La plupart des membres étant en principe favorables à une telle simplification, il a cependant été convenu que la question pourrait être approfondie sur la base d'un document de travail du Secrétariat décrivant la pratique actuelle.

4. Examen du point e) du mandat concernant le mécanisme de sanctions

- 10) Le Président a introduit le sujet en suggérant que, dans la procédure de sanction de l'article 228 TCE, les étapes procédurales préalables de la "mise en demeure" et de l'avis motivé" pourraient être supprimées, et que, pour certaines affaires comme celles de "non-communication", on pourrait même attribuer à la Commission le droit de demander à la Cour, lorsqu'elle l'estime opportun, dans la même procédure, à la fois la constatation d'un manquement et la condamnation à une sanction.
- 11) La discussion a montré une ouverture générale parmi les membres vis-à-vis de l'idée de prévoir une procédure "fast track" dans l'article 228 TCE, telle qu'évoquée par le Président. D'autres idées mentionnées également, comme celle d'introduire des délais de procédure obligatoires ou celle de créer une obligation pour la Commission d'entamer des procédures d'infraction, ont provoqué des réactions plus réservées.

5. Examen d'un éventuel élargissement du mandat du cercle de discussion

- 12) Sous ce point, le Président a évoqué la question de savoir si le cercle devrait se pencher encore sur la problématique d'une éventuelle extension de la compétence de la Cour dans le domaine de la PESC et dans le secteur de justice et affaires extérieures, tout en reconnaissant que, pour ce dernier secteur, la question a déjà fait l'objet d'une recommandation par le Groupe de travail X "Liberté, Sécurité et Justice".
- 13) Suite à un premier échange de vues, il a été convenu que le projet de rapport que le Président distribuerait aux membres ne traiterait pas de cette problématique, mais qu'elle serait abordée par un document de travail séparé du Président, afin que les membres puissent, sur cette base, s'exprimer, lors de la réunion du 17 mars, sur la façon la plus appropriée de procéder.